

RAPPORT ANNUEL

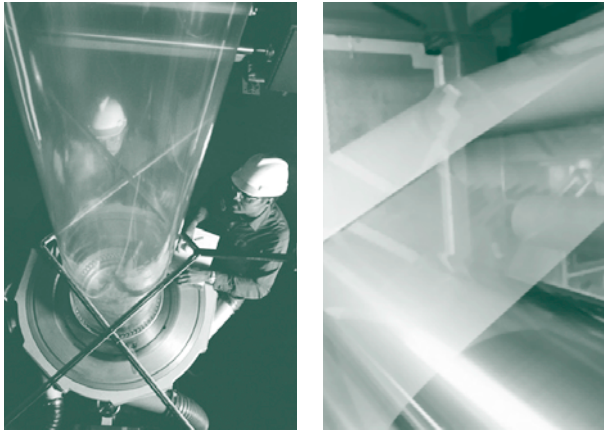
*Période de onze mois arrêtée au
31 décembre 2001*



À l a r e c h e r c h e d e l ' e x c e l l e n c e

IMAFLEX





PROFIL DE L'ENTREPRISE

Imaflex inc. se spécialise dans la fabrication et la vente de pellicules en polyéthylène "sur mesure" convenant aux divers besoins en emballage de nos clients. Ces pellicules d'emballage sont utilisées directement par nos clients pour protéger leurs produits ou elles sont utilisées par des clients qui transforment nos pellicules en sacs unis ou imprimés de toutes sortes et/ou en rouleaux imprimés, dans leurs opérations de transformation, pour satisfaire les besoins de leurs clients. Imaflex emploie environ 85 personnes dans son usine de fabrication située à Montréal (Québec). Imaflex recycle 100 pour cent de ses déchets, la plupart à l'interne, ce qui accroît le rendement.

Canslit inc., la filiale en propriété exclusive, se spécialise dans la métallisation de nombreux produits à base de polymère, notamment le polyester, le nylon, le polypropylène et le polyéthylène. Cela est réalisé par l'application sous vide d'une mince couche de vapeurs d'aluminium sur la surface de la pellicule à base de polymère. Les films métallisés servent généralement dans l'emballage d'aliments. Cependant, ces films sont utilisés pour l'isolation, la photographie, l'aérospatiale et beaucoup d'autres industries. Canslit emploie environ 15 personnes dans son usine de fabrication située à Victoriaville (Québec).



DANS TOUTES LES ENTREPRISES PROSPÈRES, LA CLÉ DU SUCCÈS RÉSIDE DANS LA MAÎTRISE DE TROIS PRINCIPES DE GESTION:

- > **UNE VISION CLAIRE DES OBJECTIFS**
- > **DES ACTIONS PRISES AU MOMENT PROPICE**
- > **L'ENGAGEMENT ENVERS LE CLIENT**

NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION CONNAÎT, COMPREND ET VIT EN ACCORD AVEC CES PRINCIPES ESSENTIELS EN AFFAIRES.

FAITS SAILLANTS

(en dollars sauf les données par action)

Période de onze mois arrêtée le 31 décembre	% de variation période en cours/					
	Exercice terminé le 31 janvier	Exercice terminé le 31 janvier	Exercice terminé le 31 janvier	Exercice terminé le 31 janvier	Exercice terminé le 31 janvier	Exercice terminé le 31 janvier
	2001 (*)	2001	2001	2000	1999	1998

Exploitation

Chiffre d'affaires	24 366 170 \$	20 558 115 \$	18,5%	16 320 773 \$	10 781 895 \$	8 550 614 \$
Bénéfice net	71 363	1 033 715	(93,1%)	684 424	144 133	379 896
Bénéfice par action	0,002	0,034	(94,1%)	0,023	0,006	0,016
BAIT ⁽¹⁾	837 378	1 816 018	(53,9%)	1 278 728	459 326	582 327
BAITDA ⁽²⁾	1 910 482	2 564 143	(25,5%)	1 894 265	903 724	844 316
BAITDA par action	0,062	0,085	(27,1%)	0,063	0,038	0,036

Situation financière

Fonds de roulement	863 322	1 231 817	(29,9%)	946 787	638 544	(39 304)
Immobilisations	7 981 279	6 149 982	29,8%	4 126 607	3 269 225	2 483 762
Total de l'actif	15 633 974	11 639 557	34,3%	8 823 434	6 634 763	5 196 683
Total de la dette à long terme (y compris contrats de de location-acquisition)	5 205 737	3 289 014	58,3%	1 954 393	1 735 604	1 510 884
Capitaux propres	4 302 713	4 118 850	4,5%	3 081 149	2 532 875	1 167 946

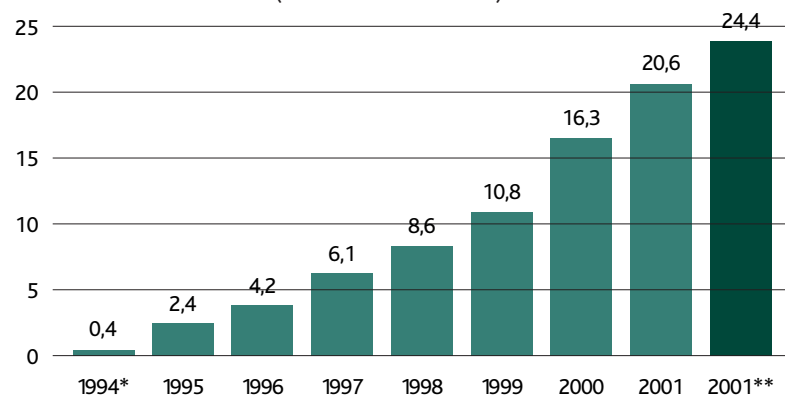
(1) Bénéfice avant intérêts et taxes

(2) Bénéfice avant intérêts, taxes, dépréciation et amortissement

(*) Variation en fin d'exercice

CHIFFRES D'AFFAIRES

(en millions de dollars)



* Représente une période de sept mois

** Représente une période de onze mois

RAPPORT À NOS ACTIONNAIRES

INTRODUCTION

Les résultats de l'exercice en cours incluent les résultats d'Imaflex inc. et de sa filiale en propriété exclusive, Canslit inc., acquise le 29 mars 2001.

La fin de l'exercice financier d'Imaflex a été ramenée au 31 décembre pour l'harmoniser avec celle de Canslit et faciliter les déclarations des exercices à venir. En conséquence, les résultats de l'exercice financier sont composés d'une période de onze mois allant du 1er février au 31 décembre 2001. L'exercice précédent comprenait une période de douze mois allant du 1er février 2000 au 31 janvier 2001.

RÉSULTATS

Au cours de la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001, le chiffre d'affaires a enregistré une croissance soutenue, et le bénéfice net a subi une baisse marquée.

Le bénéfice net pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001 s'est établi à 71 363 \$, ou à 0,002 \$ par action, soit une diminution de 93 % comparativement à un bénéfice net de 1 033 715 \$, ou de 0,034 \$ par action pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001. Les activités d'Imaflex ont dégagé un bénéfice net de 946 701 \$, comparativement à 1 033 715 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001, tandis que Canslit a subi une perte nette de 875 338 \$ pour la période en cours. La perte importante de Canslit est imputable (1) aux frais

exceptionnels de restructuration de 350 000 \$ au deuxième trimestre résultant de la rationalisation des activités de fabrication de ses usines de Milton, en Ontario et de Pointe-Claire, au Québec dans une plus grande usine à Victoriaville, au Québec et (2) à un faible volume des ventes en raison d'un ralentissement temporaire de la production et des frais généraux de production en double ayant pour résultat une perte de 525 338 \$.

Le chiffre d'affaires des onze mois arrêtés le 31 décembre 2001 s'est établi à 24 366 170 \$, comparativement à 20 558 115 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001, soit une augmentation de 3 808 055 \$ ou de 18 %, découlant des facteurs suivants :

- L'accroissement du chiffre d'affaires d'Imaflex de 568 731 \$, attribuable à la hausse du volume des ventes; et
- Le chiffre d'affaires de Canslit pour les neuf mois s'établissant à 3 239 324 \$.

PERSPECTIVE DE LA DIRECTION

Dans le rapport annuel aux actionnaires de l'exercice précédent, la direction faisait état de l'intégration de Canslit avec prévisions de résultats favorables dans un temps relativement court. A cause de difficultés encourues pour l'obtention d'une performance adéquate de certaines pièces d'équipement de production de Canslit, les résultats favorables escomptés tardent à se concrétiser.

RAPPORT À NOS ACTIONNAIRES (suite)

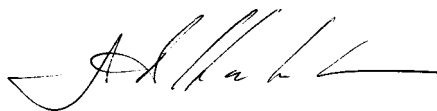
La restructuration des activités de Canslit et le déménagement dans l'usine de Victoriaville en décembre 2001 ont permis à la direction de se concentrer sur l'accroissement du revenu de Canslit. À présent, la direction prévoit que les activités de Canslit seront rentables au troisième trimestre de 2002 et maintient son engagement à l'égard de l'intégration fructueuse avec les activités d'Imaflex.

Après un autre rendement financier favorable, les activités d'Imaflex poursuivent leur croissance. La direction prévoit la réception et l'installation des nouveaux équipements de production au deuxième trimestre destinés à augmenter la capacité de fabrication d'Imaflex afin de répondre à la demande accrue du marché américain. La direction est confiante que cette expansion se traduira par une croissance continue du chiffre d'affaires et de la rentabilité d'Imaflex.

Malgré les difficultés éprouvées lors de l'intégration de Canslit, la direction est toujours convaincue que la croissance accélérée provenant d'autres acquisitions appropriées constitue la clé de l'augmentation de la valeur pour les actionnaires. Cependant, seules les acquisitions de sociétés rentables et bien établies seront envisagées afin d'atteindre ces objectifs.

Nous tenons à remercier particulièrement nos employés pour leur dévouement envers la prospérité et l'expansion de la Société ainsi que nos actionnaires, nos clients et nos fournisseurs de leur confiance et de leur soutien.

Le président et chef de la direction



Joseph Abbandonato

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

	CHIFFRE D'AFFAIRES		BÉNÉFICE NET	
	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001	Exercice terminé le 31 janvier 2001	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001	Exercice terminé le 31 janvier 2001
	Premier trimestre	6 699 927 \$	5 115 516 \$	259 309 \$
Deuxième trimestre	6 351 620	4 913 187	(423 062)	95 867
Troisième trimestre	6 868 488	4 869 991	40 155	241 655
Quatrième trimestre	4 446 135 (*)	5 659 421	194 961 (*)	421 695
	24 366 170 \$	20 558 115 \$	71 363 \$	1 033 715 \$

	BAITDA		BÉNÉFICE PAR ACTION	
	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001	Exercice terminé le 31 janvier 2001	Période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001	Exercice terminé le 31 janvier 2001
	Premier trimestre	725 926 \$	672 285 \$	0,008 \$
Deuxième trimestre	68 184	423 925	(0,014)	0,003
Troisième trimestre	562 108	657 447	0,001	0,008
Quatrième trimestre	554 264 (*)	810 486	0,007 (*)	0,014
	1 910 482 \$	2 564 143 \$	0,002 \$	0,034 \$

(*) Représente une période de deux mois.

PRINCIPAUX RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Information sélectionnée sur le bilan	IMAFLEX	CANSLIT	IMAFLEX CONSOLIDÉ	IMAFLEX
	31 décembre 2001	31 décembre 2001	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Actif				
Comptes clients	4 017 440 \$	666 912 \$	4 684 352 \$	3 894 756 \$
Stocks	1 449 500	366 200	1 815 700	1 385 000
Dépôts liés aux immobilisations	575 792	-	575 792	29 000
Immobilisations	6 519 332	1 461 947	7 981 279	6 149 982
Passif				
Comptes fournisseurs et charges à payer	3 845 218	921 392	4 766 610	3 175 683
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	703 031	45 000	748 031	474 735
Dette à long terme	2 482 141	1 507 500	3 989 641	2 144 461
Information sélectionnée sur l'état des revenus	IMAFLEX	CANSLIT	IMAFLEX CONSOLIDÉ	IMAFLEX
	31 décembre 2001	31 décembre 2001	31 décembre 2001	31 janvier 2001
	(11 mois)	(9 mois)	(11 mois)	(12 mois)
Chiffre d'affaires	21 126 846 \$	3 239 324 \$	24 366 170 \$	20 558 115 \$
Bénéfice brut (\$)	4 525 262	257 226	4 782 488	4 069 701
Bénéfice brut (%)	21,4%	7,9%	19,6%	19,8%
Charges				
Frais de vente et d'administration	1 965 386	444 207	2 409 593	1 398 269
Amortissement des immobilisations	856 662	216 442	1 073 104	739 460
Intérêts	234 604	129 374	363 978	295 849
Provision pour impôts	425 329	(23 292)	402 037	486 454
Bénéfice net (perte)	946 701	(875 338)	71 363	1 033 715
BAITDA	2 463 296	(552 814)	1 910 482	2 564 143

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

INTRODUCTION

L'analyse suivante doit être lue conjointement avec les états financiers de la Société et les notes afférentes.

Les résultats de l'exercice en cours incluent les résultats d'Imaflex inc. et de sa filiale en propriété exclusive, Canslit inc., acquise le 29 mars 2001.

La fin de l'exercice financier d'Imaflex a été ramenée au 31 décembre pour l'harmoniser avec celle de Canslit et faciliter les déclarations des exercices à venir. Les résultats de l'exercice financier sont composés d'une période de onze mois allant du 1er février au 31 décembre 2001. L'exercice précédent comprenait une période de douze mois allant du 1er février 2000 au 31 janvier 2001.

RÉSULTATS

Le bénéfice net pour les onze mois arrêtés le 31 décembre 2001 s'est établi à 71 363 \$, ou à 0,002 \$ par action, soit une diminution de 93 % comparativement à un bénéfice net de 1 033 715 \$, ou de 0,034 \$ par action pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001. Les activités d'Imaflex ont dégagé un bénéfice net de 946 701 \$, comparativement à 1 033 715 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001, tandis que Canslit a subi une perte nette de 875 338 \$ pour la période en cours. La perte importante de Canslit est imputable (1) aux frais exceptionnels de restructuration de 350 000 \$ au deuxième trimestre résultant de la rationalisation des activités de fabrication de ses usines de Milton, en Ontario et de Pointe-Claire, au Québec dans une plus grande usine à Victoriaville, au Québec et (2) à un faible volume des ventes en raison d'un ralentissement temporaire de la production et des frais généraux de production en double ayant pour résultat une perte de 525 338 \$.

Le chiffre d'affaires des onze mois arrêtés le 31 décembre 2001 s'est établi à 24 366 170 \$, comparativement à 20 558 115 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001, soit une augmentation de 3 808 055 \$ ou de 18 %, découlant des facteurs suivants :

- L'accroissement du chiffre d'affaires d'Imaflex de 568 731 \$, attribuable à la hausse du volume des ventes; et
- Le chiffre d'affaires de Canslit pour les neuf mois s'établissant à 3 239 324 \$.

Au cours de la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001, le bénéfice brut s'est élevé à 4 782 488 \$ ou à 19,6 % du chiffre d'affaires, comparativement à 4 069 701 \$ ou à 19,8 % du chiffre d'affaires pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001. En excluant Canslit, la marge brute s'est établie à 21,4 % du chiffre d'affaires pendant la période en cours.

Au cours de la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001, les frais de ventes et d'administration ont augmenté de 1 011 324 \$ par rapport à l'exercice terminé le 31 janvier 2001 en raison des facteurs suivants :

- Les efforts de ventes accrus d'Imaflex sur le marché américain et un programme de participation au bénéfice instauré pour les employés d'Imaflex pendant la période en cours; et
- Les frais de ventes et d'administration de Canslit de 444 207 \$.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

L'amortissement des immobilisations s'est accru de 333 644 \$ au cours de la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001 par rapport à l'exercice terminé le 31 janvier 2001 en raison des facteurs suivants :

- Augmentation d'Imaflex de 117 202 \$, à la suite de l'important programme d'immobilisations des dernières années; et
- Amortissement de Canslit de 216 442 \$.

Au cours de la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001, les intérêts ont enregistré une hausse de 68 129 \$ par rapport à l'exercice terminé le 31 janvier 2001, traduisant l'augmentation des niveaux d'emprunt nécessitée par l'important programme d'immobilisations des dernières années et la prise en charge de la dette à long terme de Canslit.

En juillet 2001, Canslit a assumé des frais de restructuration de 350 000 \$ pour la rationalisation des activités situées à Milton, en Ontario et à Pointe-Claire, au Québec dans une plus grande installation à Victoriaville, au Québec. Le plan comprenait le regroupement de certaines fonctions afin de mieux gérer les activités de fabrication. Les frais de restructuration comprenaient les coûts de cessation d'emploi et de déménagement. La rationalisation s'est terminée à la fin de décembre 2001.

Le taux d'imposition effectif pour la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001 est passé de 32 % pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001 à 85 %. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la provision pour moins-value sur la perte nette de Canslit, le taux d'imposition effectif redressé s'élèverait à 31 %, ce qui est comparable à l'exercice précédent.

BILANS

Comparaison du 31 décembre 2001 par rapport au 31 janvier 2001

L'actif total a augmenté de 3 994 417 \$ pour s'établir à 15 633 974 \$ au 31 décembre 2001 comparativement à 11 639 557 \$ au 31 janvier 2001.

L'actif à court terme s'est accru de 1 616 328 \$ pour s'établir à 6 914 403 \$ au 31 décembre 2001 comparativement à 5 298 075 \$ au 31 janvier 2001 en raison des facteurs suivants :

- Augmentation des comptes clients de 789 596 \$ est attribuable à un niveau plus élevé des ventes. Le délai moyen de règlement des comptes clients était de 70 jours au cours de la période, par rapport à 69 jours durant l'exercice précédent;
- Augmentation des stocks de 430 700 \$ en raison du changement de la fin de l'exercice et des stocks de Canslit; et
- Augmentation de l'encaisse de 396 310 \$ résultant de bénéfices d'exploitation positifs.

Les dépôts pour les immobilisations ont progressé de 546 792 \$ pour atteindre 575 792 \$ au 31 décembre 2001 comparativement à 29 000 \$ au 31 janvier 2001, en raison de dépôts destinés pour des équipements nouveaux qui doivent être installés au deuxième trimestre de 2002.

Les immobilisations ont progressé de 1 831 297 \$ pour s'établir à 7 981 279 \$ au 31 décembre 2001 comparativement à 6 149 982 \$ au 31 janvier 2001 en raison de l'achat d'équipements de fabrication supplémentaires de la Société et de l'acquisition de Canslit.

Le total du passif s'est chiffré à 11 331 261 \$ au 31 décembre 2001, soit une hausse de 3 810 554 \$ comparativement à 7 520 707 \$ au 31 janvier 2001.

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION (suite)

Le passif à court terme a augmenté de 1 955 823 \$ pour s'établir à 6 051 081 \$ au 31 décembre 2001 comparativement à 4 095 258 \$ au 31 janvier 2001 en raison des facteurs suivants :

- Accroissement des comptes fournisseurs imputable à un niveau plus élevé de dépenses; et
- Augmentation de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an et d'obligations aux termes de contrats de location-acquisition imputable à de nouveaux emprunts et à l'acquisition de Canslit.

La dette à long terme et les obligations aux termes de contrats de location-acquisition se sont accrues de 1 916 723 \$ pour atteindre 5 205 737 \$ au 31 décembre 2001 comparativement à 3 289 014 \$ au 31 janvier 2001, principalement en raison du financement de l'expansion de la capacité de fabrication d'Imaflex pendant la période en cours et de la prise en charge de la dette à long terme de Canslit.

Au 31 décembre 2001, le passif d'impôts futurs s'est élevé à 1 169 796 \$, soit une hausse de 338 287 \$ comparativement à 831 509 \$ au 31 janvier 2001. La cause principale est un amortissement accéléré des immobilisations aux fins d'impôt.

Les capitaux propres se sont accrues de 183 863 \$ pour s'établir à 4 302 713 \$ au 31 décembre 2001 comparativement à 4 118 850 \$ au 31 janvier 2001. Cette majoration est attribuable à l'émission des actions dans le but d'acquérir Canslit et au bénéfice net de la Société au cours de la période.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le flux de trésorerie net tiré de l'exploitation au cours de la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001 a été ramené à 1 383 705 \$ par rapport à 1 935 016 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2001, en raison principalement de la baisse du bénéfice net.

Pour la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001, les activités de financement ont nécessité des décaissements de 241 296 \$ comparativement à des ressources de 798 053 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001, résultant en majorité du remboursement de la dette à long terme découlant de la vente de l'usine de production de Canslit à Milton, en Ontario en décembre 2001.

Les activités d'investissement pour la période de onze mois arrêtée le 31 décembre 2001 ont nécessité des dépenses en espèces nettes de 746 099 \$ comparativement à 2 733 069 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2001, à la suite de la réduction des achats d'équipements de fabrication.

FACTEURS TOUCHANT L'ENTREPRISE

Imaflex évolue dans un marché concurrentiel occupé par de nombreux participants. Afin de faire face à la croissance récente et de gérer efficacement la croissance future, Imaflex améliore ses systèmes financiers et d'exploitation, ses systèmes intégrés de gestion ainsi que ses méthodes et ses contrôles. La prospérité d'Imaflex revient en grande partie à l'apport continu de ses employés et à la capacité de la Société à attirer et à conserver du personnel de direction, de ventes et d'exploitation compétent.

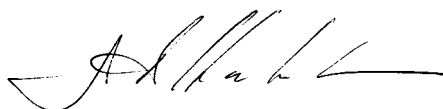
Le marché de 30 milliards de dollars dans lequel la Société est en concurrence a, par le passé, démontré une résistance et une croissance même au cours des pires périodes économiques. Les clients de la Société œuvrent principalement dans le secteur de l'emballage alimentaire. Ce fait, combiné à l'accroissement des gammes de produits et à la fiabilité d'équipement plus neuf et plus rapide, devrait aider la Société à surmonter une baisse possible dans l'économie nord-américaine.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

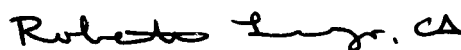
La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'information figurant dans le rapport annuel. Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction et ils comprennent la sélection de principes comptables appropriés ainsi que les jugements et estimations nécessaires à la préparation de ces documents conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. L'information financière figurant ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle contenue dans les états financiers consolidés.

Afin d'assurer avec un degré raisonnable l'intégrité de l'actif ainsi que la pertinence et la fiabilité de l'information, la direction a mis au point et tient à jour un système de contrôles internes. L'exigence relative au respect des normes les plus élevées en matière de déontologie à observer par les employés dans leurs activités fait partie de ce système.

Le conseil d'administration, par l'intermédiaire d'un comité de vérification, est chargé de déterminer si la direction s'acquitte de ses responsabilités dans la préparation des états financiers et dans le maintien du contrôle financier des opérations. Le comité de vérification recommande les vérificateurs indépendants qui doivent être nommés par les actionnaires. Il rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs indépendants pour discuter des questions d'information financière, des contrôles internes et des questions de vérification et fait état de ses conclusions auprès du conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants ont un accès non restreint au comité de vérification. Le comité de vérification passe les états financiers en revue avec la direction et les vérificateurs indépendants avant de les présenter au conseil d'administration aux fins d'approbation.



Joseph Abbandonato
Président et chef de la direction



Roberto Longo, c.a.
Contrôleur de la Société

Montréal, Canada
Le 5 mars 2002

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié les bilans consolidés d'Imaflex Inc. au 31 décembre 2001 et au 31 janvier 2001 et les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et de l'exercice terminé le 31 janvier 2001. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2001 et au 31 janvier 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG LLP

Comptables agréés

Montréal, Canada
Le 5 mars 2002

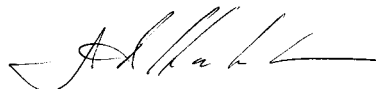
BILANS CONSOLIDÉS

31 décembre 2001 et 31 janvier 2001

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Actif		
Actif à court terme :		
Encaisse	396 310 \$	– \$
Comptes clients (note 4)	4 684 352	3 894 756
Stocks (note 5)	1 815 700	1 385 000
Charges payées d'avance	18 041	18 319
	6 914 403	5 298 075
Dépôts liés aux immobilisations	575 792	29 000
Immobilisations (note 6)	7 981 279	6 149 982
Placement à long terme (note 7)	162 500	162 500
	15 633 974 \$	11 639 557 \$
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme :		
Endettement bancaire (note 8)	– \$	35 519 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	4 766 610	3 175 683
Impôts exigibles	189 118	188 982
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 9)	748 031	474 735
Tranche des obligations aux termes de contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an (note 10)	347 322	220 339
	6 051 081	4 095 258
Dette à long terme (note 9)	3 989 641	2 144 461
Obligations aux termes de contrats de location-acquisition (note 10)	120 743	449 479
Impôts futurs (note 11)	1 169 796	831 509
Capitaux propres :		
Capital-actions (note 12)	1 922 615	1 810 115
Bénéfices non répartis	2 380 098	2 308 735
	4 302 713	4 118 850
Engagements (note 14)		
Éventualités (note 15)		
	15 633 974 \$	11 639 557 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



Administrateur



Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

	31 décembre 2001 (11 mois)	31 janvier 2001 (12 mois)
Chiffre d'affaires	24 366 170 \$	20 558 115 \$
Coût des marchandises vendues	19 583 682	16 488 414
Bénéfice brut	4 782 488	4 069 701
Charges :		
Frais de vente et d'administration	2 409 593	1 398 269
Amortissement des immobilisations	1 073 104	739 460
Intérêts	363 978	295 849
Autres	112 413	107 289
Perte à l'aliénation d'immobilisations	-	8 665
	3 959 088	2 549 532
Bénéfice avant la charge de restructuration et les impôts	823 400	1 520 169
Charge de restructuration (note 3)	350 000	-
Bénéfice avant les impôts	473 400	1 520 169
Provision pour impôts (note 11)	402 037	486 454
Bénéfice net	71 363	1 033 715
Bénéfices non répartis au début de la période	2 308 735	1 275 020
Bénéfices non répartis à la fin de la période	2 380 098 \$	2 308 735 \$
Bénéfice par action	0,002 \$	0,034 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

	31 décembre 2001 (11 mois)	31 janvier 2001 (12 mois)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Bénéfice net	71 363 \$	1 033 715 \$
Rajustements au titre des éléments suivants :		
Amortissement des immobilisations	1 073 104	739 460
Impôts futurs	183 037	212 049
Perte à l'aliénation d'immobilisations	-	8 665
Variation nette du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation (note 16)	56 201	(58 873)
	1 383 705	1 935 016
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		
Diminution de l'endettement bancaire	(35 519)	(540 554)
Nouvelle dette à long terme	1 000 000	1 833 300
Remboursement de la dette à long terme	(1 116 524)	(295 878)
Diminution des obligations aux termes de contrats de location-acquisition	(201 753)	(202 801)
Émission de capital-actions	112 500	3 986
	(241 296)	798 053
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		
Diminution (augmentation) des dépôts liés aux immobilisations	(546 792)	21 272
Acquisition d'immobilisations	(936 056)	(2 769 341)
Acquisition d'une entreprise, déduction faite de l'encaisse (note 3)	(43 230)	-
Produit de l'aliénation d'immobilisations	779 979	15 000
	(746 099)	(2 733 069)
Augmentation de l'encaisse, montant net	396 310	-
Encaisse au début de la période	-	-
Encaisse à la fin de la période	396 310 \$	- \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :		
Intérêts payés	354 882 \$	288 469 \$
Impôts payés	271 056	376 404
Nouvelles immobilisations incluses dans les comptes fournisseurs	(464 125)	(17 159)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

Imaflex Inc. (la " société ") a été constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Canada). Sa principale activité consiste à concevoir, à fabriquer et à vendre des matériaux d'emballage. Au cours de la période, la société a fait passer sa date de fin d'exercice du 31 janvier au 31 décembre afin de l'harmoniser avec celle de sa filiale en propriété exclusive, Canslit Inc. (" Canslit ").

1. Changements de conventions comptables :

Résultat par action :

Pendant la période, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (" l'ICCA ") concernant la comptabilisation du résultat par action. Aux termes de ces recommandations, la méthode du rachat d'actions doit être employée pour calculer l'effet de dilution des options d'achat d'actions et des autres titres dilutifs. L'adoption de ces recommandations n'a donné lieu à aucun redressement des montants des exercices présentés à des fins de comparaison.

Auparavant, le résultat dilué par action était calculé selon l'hypothèse que les options d'achat d'actions ordinaires, qui sont dilutives, étaient levées soit au début de l'exercice, soit à la date d'octroi si cette date était plus tardive, et que le produit en découlant était investi au taux annuel après impôt applicable au financement à court terme de la société. Selon cette méthode, le bénéfice net distribuable aux actionnaires serait rajusté pour tenir compte de cet intérêt théorique.

2. Principales conventions comptables :

a) Mode de présentation :

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

b) Périmètre de consolidation :

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et ceux de sa filiale, Canslit. Tous les soldes et opérations intersociétés importants ont été annulés.

c) Stocks :

Les matières premières et les fournitures sont inscrites au prix coûtant ou au coût de remplacement, selon le moins élevé des deux. Les produits finis sont constatés au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le prix coûtant est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti.

d) Immobilisations :

Les immobilisations autres que les biens détenus aux termes de contrats de location-acquisition, sont constatées au prix coûtant, ce qui inclut les intérêts capitalisés qui sont directement attribuables à leur acquisition, à leur construction et à leur aménagement. Les biens détenus aux termes de contrats de location-acquisition sont comptabilisés à la valeur actualisée des loyers minimums au moment de l'entrée en vigueur des contrats. L'amortissement est calculé selon les méthodes et taux ou périodes suivants, déduction faite de la valeur de récupération estimative de certains biens.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 2)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

2. Principales conventions comptables (suite) :

Élément d'actif	Méthode	Taux ou période
Matériel de production	Linéaire	De 2 à 10 ans
Matériel de bureau	Solde dégressif	20 %
Matériel informatique	Linéaire	De 2 à 3 1/2 ans
Matériel détenu aux termes de contrats de location-acquisition	Linéaire	10 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

- e) Devises :
Les éléments d'actif et de passif monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou pertes de change sont pris en compte dans le calcul du bénéfice.
- f) Impôts sur les bénéfices :
La méthode axée sur le bilan est utilisée pour calculer les impôts sur les bénéfices. Aux termes de cette méthode, des impôts futurs sont constatés au titre des écarts temporaires entre la valeur comptable des éléments inscrits aux états financiers et leur valeur fiscale. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont mesurés au moyen des taux d'imposition en vigueur qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels les écarts temporaires devraient être recouvrés ou réglés. L'incidence sur les actifs et passifs d'impôts futurs d'un changement de taux d'imposition est prise en compte dans les résultats de l'exercice pendant lequel ce changement a lieu. Le montant d'actifs d'impôts futurs qui est constaté se limite à celui dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable.
- g) Espèces et quasi-espèces :
Les espèces et quasi-espèces s'entendent des placements à court terme hautement liquides ayant une échéance de 90 jours ou moins.
- h) Utilisation d'estimations :
La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants d'actif et de passif qui sont déclarés et sur la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers et sur les montants de produits et de charges qui sont déclarés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.
- i) Régimes de rémunération à base d'actions :
Aucune charge de rémunération n'est constatée au titre des régimes dans le cadre desquels des actions ou des options d'achat d'actions sont émises à de hauts dirigeants. Toute contrepartie que ceux-ci versent à la levée d'options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est créditée au capital-actions. Si des actions ou des options d'achat d'actions sont rachetées à des employés, l'excédent de la contrepartie versée sur la valeur comptable des actions ou des options d'achat d'actions annulées est imputé aux bénéfices non répartis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 3)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

3. Acquisition d'une entreprise

Le 29 mars 2001, la société a acquis la totalité des actions en circulation de Canslit en échange d'une contrepartie initiale de 162 501 \$ devant être réglée par l'émission de 750 000 actions de catégorie A de la société. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple, et les états financiers ci-joints tiennent compte des résultats d'exploitation de Canslit depuis la date de son acquisition.

La ventilation du prix d'acquisition, selon la juste valeur de l'actif net acquis et du passif pris en charge, est comme suit :

Actif à court terme	1 495 866 \$
Immobilisations	2 284 199
Passif à court terme	(1 442 314)
Dette à long terme	(2 020 000)
Impôts futurs	(155 250)
	162 501 \$

La convention d'achat d'actions renferme une clause de contrepartie conditionnelle, laquelle sera fondée sur les résultats de Canslit pour les exercices se terminant les 31 décembre 2002, 2003 et 2004, ce qui pourrait donner lieu à l'émission d'un nombre maximal de 750 000 actions de catégorie A supplémentaires de la société. Le montant de cette contrepartie conditionnelle, si elle est versée, ne peut être déterminé à l'heure actuelle et a donc été ignoré aux fins du calcul du prix d'acquisition.

En juillet 2001, la société a mis en œuvre un plan de restructuration visant à rationaliser les établissements de Canslit situés à Milton (Ontario) et à Pointe-Claire (Québec) et à en regrouper les activités dans une usine plus vaste à Victoriaville (Québec). Ce plan a compris la consolidation de certaines fonctions de sorte à pouvoir mieux gérer les activités de fabrication de cette entreprise. La charge de restructuration comprend les coûts des indemnités de départ et les frais de déménagement. La rationalisation a été parachevée vers la fin de décembre 2001.

4. Comptes clients :

Les comptes clients sont constitués de ce qui suit :

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	4 573 063 \$	3 794 215 \$
Autres	111 289	100 541
	4 684 352 \$	3 894 756 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 4)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

5. Stocks :

Les stocks sont constitués de ce qui suit :

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Matières premières et fournitures	1 358 850 \$	1 296 000 \$
Produits finis	456 850	89 000
	1 815 700 \$	1 385 000 \$

6. Immobilisations :

Les immobilisations sont comme suit :

			31 décembre 2001	31 janvier 2001
	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel de production	11 049 772 \$	4 293 011 \$	6 756 761 \$	4 780 261 \$
Matériel de bureau	78 265	41 129	37 136	39 077
Matériel informatique	29 720	13 889	15 831	31 114
Améliorations locatives	278 070	54 056	224 014	205 470
	11 435 827	4 402 085	7 033 742	5 055 922
Biens détenus aux termes de contrats de location-acquisition :				
Matériel de production	1 581 666	640 977	940 689	1 085 675
Matériel de bureau	13 792	6 944	6 848	8 385
	1 595 458	647 921	947 537	1 094 060
	13 031 285 \$	5 050 006 \$	7 981 279 \$	6 149 982 \$

7. Placement à long terme :

Le placement à long terme est constitué de 1 625 actions privilégiées d'une société affiliée et est inscrit au prix coûtant. Ces actions doivent être rachetées par la société affiliée au plus tard le 19 janvier 2004 à un montant équivalant à la contrepartie qu'elle a reçue à leur émission.

8. Endettement bancaire :

La société a obtenu de ses banquiers des marges de crédit d'exploitation pouvant atteindre 3 650 000 \$ et portant intérêt au taux préférentiel majoré de pourcentages variant de 0,25 % à 0,75 %. Ces marges de crédit sont garanties par des comptes clients, des stocks et des immobilisations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 5)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

9. Dette à long terme :

La dette à long terme se compose des éléments suivants :

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,25 % et remboursable par voie de 69 versements mensuels de capital de 22 500 \$ à compter de novembre 2002. Cet emprunt est garanti par une charge grevant tous les biens actuels et futurs de la filiale, qu'ils soient meubles ou immeubles et corporels ou incorporels, ce qui inclut le matériel, l'outillage, les stocks et les comptes clients et prend rang après l'endettement bancaire, et par une sûreté fournie par la société équivalant à 50 % de l'encours de l'emprunt	1 552 500 \$	– \$
Emprunt portant intérêt au taux des acceptations bancaires de 30 jours de la Banque Royale du Canada majoré de 2,80 %, remboursable par voie de versements mensuels de capital et d'intérêts de 32 834 \$ jusqu'en septembre 2005 et d'un dernier versement de capital et d'intérêts de 366 660 \$ en octobre 2005 et garanti par du matériel de production	1 522 802	1 753 729
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %, remboursable par voie de versements mensuels de capital de 16 667 \$ jusqu'en décembre 2006 et garanti par du matériel de production	1 000 000	–
Emprunt aux termes du Programme investisseurs immigrants du gouvernement du Québec portant intérêt au taux des acceptations bancaires de 30 jours de la Banque Royale du Canada majoré de 1,30 %, remboursable par voie de versements mensuels de capital et d'intérêts de 13 517 \$ jusqu'en juin 2004 et garanti par du matériel de production	375 920	500 367
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %, remboursable par voie de versements mensuels de capital de 4 750 \$ jusqu'en octobre 2003 et de 2 750 \$ par la suite jusqu'en juillet 2006 a)	195 250	247 500
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %, remboursable par voie de versements mensuels de capital de 2 400 \$ jusqu'en février 2005 a)	91 200	117 600
	4 737 672	2 619 196
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	748 031	474 735
	3 989 641 \$	2 144 461 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 6)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

9. Dette à long terme (suite) :

- a) Ces emprunts sont garantis par une charge grevant tous les biens actuels et futurs de la société, qu'ils soient meubles ou immeubles et corporels ou incorporels, ce qui inclut le matériel, l'outillage, les stocks et les comptes clients qui prennent rang après l'endettement bancaire.

Les intérêts sur la dette à long terme se sont élevés à 310 728 \$ pour la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 (232 996 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001).

Le total des montants exigibles sur la dette à long terme au cours de chacun des cinq exercices postérieurs au 31 décembre 2001 et par la suite est le suivant :

2002	748 031 \$
2003	1 002 321
2004	936 231
2005	1 134 339
2006	489 250
Par la suite	427 500
	4 737 672 \$

10. Obligations aux termes de contrats de location-acquisition :

La société a conclu des contrats de location à long terme en vertu desquels elle doit verser les loyers minimums suivants :

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Période terminée le 31 décembre (31 janvier) :		
2001	– \$	265 790 \$
2002	375 399	360 506
2003	127 039	119 783
Total des loyers minimums	502 438	746 079
Moins les montants représentant les intérêts (à des taux variant de 7 % à 14 %)	34 373	76 261
Valeur actualisée des loyers minimums nets aux termes de contrats de location-acquisition	468 065	669 818
Tranche des obligations aux termes de contrats de location-acquisition échéant à moins d'un an	347 322	220 339
	120 743 \$	449 479 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 7)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

11. Impôts sur les bénéfices :

La provision pour impôts diffère du montant qui serait calculé en appliquant les taux d'imposition fédéral et provinciaux au Canada au bénéfice avant les impôts. Les facteurs à l'origine des différences et les incidences fiscales connexes sont comme suit :

	31 décembre 2001 (11 mois)	31 janvier 2001 (12 mois)
Bénéfice avant les impôts	473 400 \$	1 520 169 \$
Taux prévu	31,15%	31,15%
Impôts prévus	147 500	473 500
Rajustements :		
Déduction pour les nouveaux investissements au Québec	(38 200)	(37 400)
Charges non admises en déduction	18 400	11 500
Avantage non constaté des pertes subies par la filiale pendant la période	272 900	–
Autres	1 437	38 854
	402 037 \$	486 454 \$
	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Composition :		
Impôts exigibles	219 000 \$	274 405 \$
Impôts futurs	183 037	212 049
Charge d'impôts	402 037 \$	486 454 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 8)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

11. Impôts sur les bénéfices (suite) :

Ce qui suit donne le détail des impôts futurs :

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Actifs :		
Pertes de la filiale reportées prospectivement	272 900 \$	– \$
Provision pour moins-value	(272 900)	–
	– \$	– \$
Passifs :		
Immobilisations	1 169 796 \$	831 509 \$
Passifs d'impôts futurs, montant net	1 169 796 \$	831 509 \$

La filiale de la société dispose d'environ 915 000 \$ de pertes autres qu'en capital qu'elle peut reporter le bénéfice imposable au cours d'exercices futurs et qui viennent à échéance comme suit :

Échéance	Montant
2007	216 000 \$
2008	699 000
	915 000 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 9)

Période de onze mois arrêtee au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

12. Capital-actions :

Le capital-actions se compose de ce qui suit :

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Autorisé :		
Un nombre illimité d'actions de catégorie A, donnant droit de vote, participatives, sans valeur nominale		
Un nombre illimité d'actions de catégorie B, ne donnant pas droit de vote, participatives, sans valeur nominale, pouvant être émises en tout temps en une ou plusieurs séries		
Un nombre illimité d'actions de catégorie B, série 1, convertibles au gré du porteur en actions de catégorie A sous réserve que le pourcentage d'actions de catégorie A détenues dans le public par suite de cette conversion ne soit pas inférieur à 20 % du nombre total d'actions de catégorie A émises et en circulation		
Émis et en circulation :		
19 215 002 actions de catégorie A (18 465 002 au 31 janvier 2001)	1 367 751 \$	1 255 251 \$
11 700 000 actions de catégorie B, série 1	554 864	554 864
	1 922 615 \$	1 810 115 \$

Le bénéfice par action a été calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période de onze mois arrêtee au 31 décembre 2001, soit 30 846 820 (30 164 338 au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2001).

Pendant la période, la société a, en rapport avec l'acquisition de Canslit (se reporter à la note 3), émis 750 000 actions de catégorie A d'une valeur totale de 112 500 \$. Le 29 mars 2001, 250 000 actions de catégorie A ont été déposées en mains tierces et seront libérées lorsque le vendeur aura respecté ses engagements et ses garanties.

Le 1er décembre 1998, 13 333 334 actions de catégorie A et 11 700 000 actions de catégorie B, série 1 ont été déposées en mains tierces. Le tiers des 13 333 334 actions de catégorie A et de 4 000 000 d'actions de catégorie B, série 1 devaient être libérées de l'entiercement à chacun des premier, deuxième et troisième anniversaires de l'opération de prise de contrôle inversée. Toutes ces actions de catégorie A et de catégorie B, série 1 ont été libérées de l'entiercement conformément à cette entente (8 888 886 actions de catégorie A au 31 janvier 2001). Aux termes d'une convention de libération de l'entiercement en fonction du rendement, le reste des actions de catégorie B, série 1 qui sont entières, soit 7 700 000, doivent être libérées au fur et à mesure que la société réalise des flux de trésorerie d'un montant précis. Un nombre de 5 133 332 actions de catégorie B, série 1 (aucune au 31 janvier 2001) ont été libérées de l'entiercement aux termes de cette convention.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 10)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

12. Capital-actions (suite) :

Par suite de l'opération de prise de contrôle inversée qui a eu lieu en date du 1er décembre 1998, les valeurs juridique, fiscale et comptable du capital-actions ont grandement changé.

Régime d'options d'achat d'actions :

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions (le " régime ") de la société, 10 % des actions de catégorie A qui sont émises et en circulation à l'occasion sont réservées aux fins des options d'achat d'actions. Selon les modalités du régime, le conseil d'administration établit la durée des options et celles-ci ne peuvent être octroyées qu'aux administrateurs, dirigeants et employés de la société et de ses filiales. Les options sont octroyées à un prix de levée qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la société à la date de l'octroi. Les options peuvent être levées pendant des périodes maximales de cinq ans et leur prix de levée doit être réglé en entier au moment de leur levée.

Ce qui suit indique les options en circulation aux termes du régime :

	31 décembre 2001		31 janvier 2001	
	Options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
En circulation au début de la période	340	0,26 \$	140	0,17 \$
Octroyées	400	0,33	200	0,33
Échues	(15)	0,33	–	–
En circulation à la fin de la période	725	0,30 \$	340	0,26 \$
Pouvant être levées à la fin de la période	270		180	

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 11)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

12. Capital-actions (suite) :

Le tableau suivant présente des renseignements sur les options en circulation au 31 décembre 2001 :

Prix de levée	Options en circulation		Prix de levée	Options pouvant être levées	
	Options en circulation (en milliers)	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)		Options (en milliers)	Prix de levée moyen pondéré
0,15 \$	120	0,4	0,15 \$	120	0,15 \$
0,30 \$	20	2,5	0,30	20	0,30
0,33 \$	435	4,0	0,33	130	0,33
0,34 \$	150	4,5	0,34	–	–
De 0,15 \$ à 0,34 \$	725	3,5	0,30 \$	270	0,25 \$

13. Opérations entre apparentés :

Au cours de la période et dans le cours normal des affaires, la société a conclu des opérations courantes avec des apparentés. Ces opérations ont été mesurées au montant d'échange, soit au montant de la contrepartie qui a été fixé et convenu par les apparentés. Le détail de ces opérations est le suivant :

	31 décembre 2001 (11 mois)	31 janvier 2001 (12 mois)
Frais de gestion	187 000 \$	94 000 \$
Commissions	138 000	70 000
Loyers	283 250	290 800

En outre, une société affiliée devait à la société une somme de 30 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 %.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 12)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

14. Engagements :

Les loyers minimums futurs que la société devra verser aux termes de contrats de location-exploitation portant sur des installations sont approximativement les suivants :

2002	411 000 \$
2003	411 000
2004	423 000
2005	423 000
2006	423 000
Par la suite	2 832 000
	<hr/> 4 923 000 \$ <hr/>

15. Éventualités :

La société pourrait être éventuellement responsable du règlement de lettres de crédit en cours totalisant quelque 221 000 \$.

16. États des flux de trésorerie :

Ce qui suit donne le détail de la variation nette des soldes du fonds de roulement hors caisse lié à l'exploitation :

	31 décembre 2001	31 janvier 2001
Comptes clients	(267 705)\$	(773 257)\$
Stocks	369 649	(42 000)
Charges payées d'avance	54 633	1 237
Comptes fournisseurs et charges à payer	(40 512)	827 470
Impôts exigibles	(59 864)	(72 323)
	<hr/> 56 201 \$ <hr/>	<hr/> (58 873)\$ <hr/>

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (page 13)

Période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 et exercice terminé le 31 janvier 2001

17. Instruments financiers :

- a) Gestion du risque de change :
Une partie des produits et des charges de la société est libellée en dollars américains. La société n'utilise aucun contrat de change à terme pour réduire son risque de change puisque les produits en dollars américains constituent une couverture naturelle des charges libellées dans cette monnaie. Les ventes à l'exportation réalisées aux États-Unis se sont élevées à 3 016 936 \$ pour la période de onze mois arrêtée au 31 décembre 2001 (3 053 959 \$ pour l'exercice terminé le 31 janvier 2001).
- b) Risque de crédit :
Le crédit que la société octroie est fonction d'une évaluation de la situation financière de chaque client et de la capacité qu'elle a d'obtenir une assurance-crédit à l'égard de celui-ci. Une provision pour pertes sur créances est prise en compte dans les états financiers.
- c) Informations sur la juste valeur :
Les estimations quant à la juste valeur sont faites à un moment précis dans le temps et au moyen des renseignements disponibles sur l'instrument financier concerné. Ces estimations sont de nature subjective et donnent souvent des résultats imprécis.
- La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur à la date du bilan en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. Quant à la dette à long terme et aux obligations découlant de contrats de location-acquisition, la valeur comptable de ces passifs se rapprochait également de leur juste valeur à la date du bilan.
- d) Risque de taux d'intérêt :
La société est exposée au risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt en raison surtout de son financement à court et à long terme, lequel porte intérêt à taux flottants.

18. Informations sectorielles :

La société n'a qu'un seul secteur d'exploitation isolable, soit celui de la conception, de la fabrication et de la vente de matériaux d'emballage.

19. Chiffres correspondants :

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 janvier 2001 qui avaient déjà été présentés ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée pour la période à l'étude.

INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

DIRIGEANTS

Joseph Abbandonato,
président et chef de la direction

Tony Abbandonato,
directeur de la production et secrétaire

Gerry Phelps,
vice-président – Exploitation

Pierre Senecal,
vice-président – Ventes

Roberto Longo, c.a.
contrôleur de la Société

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration établit les objectifs et l'orientation à long-terme de la Société. Il se réunit régulièrement tout au long de l'année afin d'examiner la progression de la Société vers ses objectifs et de recommander des principes et des méthodes visant à optimiser le rendement.

Joseph Abbandonato,
président du Conseil d'administration et président

Tony Abbandonato,
secrétaire

Philippe Frère, associé,
Lavery, de Billy

Pierre Myrand,
administrateur de la Société

Philip Nolan,
associé, Lavery, de Billy

Gerry Phelps,
vice-président

John Wight, f.c.a.
administrateur de la Société

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Comité de vérification et de rémunération :
John Wight, f.c.a., président; Pierre Myrand; Philippe Frère

Vérificateurs : KPMG s.r.l., Montréal, Québec

Conseiller juridique : Lavery, de Billy, Montréal, Québec

Inscription à la bourse : Les actions d'Imaflex inc. sont inscrites sous le symbole IFX.A à la Canadian Venture Exchange (CDNX)

Agent des transferts : Computershare Investor Services

Siège social : Imaflex Inc.
5710, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (Québec) Canada H4C 1V2
Téléphone : (514) 935-5710
Télécopieur : (514) 935-0264
Courriel : info@imaflex.com
Site internet : www.imaflex.com

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 18 juin 2002 à 16h30 à Imaflex Inc., rue Notre-Dame Ouest, Montréal (Québec) Canada H4C 1V2.